



La croissance de l'économie belge devrait s'établir à 1,4 % en 2014

Conformément à la loi du 21 décembre 1994, l'Institut des Comptes Nationaux a communiqué les chiffres du budget économique au ministre de l'Économie. Ces perspectives macroéconomiques servent de base au contrôle budgétaire pour l'année 2014.

L'économie de la zone euro retrouve des couleurs...

L'économie de la zone euro est sortie de récession au cours du deuxième trimestre 2013 et enregistre une croissance légèrement positive depuis lors. Sur base annuelle, le PIB de la zone euro aurait encore reculé de 0,4 % en 2013, mais devrait afficher une croissance de 1 % en 2014 dans un contexte d'accélération de la croissance économique mondiale. La reprise se manifeste dans presque tous les pays de la zone euro, mais les performances sont assez disparates dès lors qu'un certain nombre d'Etats membres sont toujours confrontés à un niveau d'endettement élevé (aussi bien la dette publique que celle du secteur privé), à un resserrement du crédit et à un taux de chômage élevé. Toutefois, la politique budgétaire des Etats devrait moins grever l'activité économique en 2014 qu'au cours des années précédentes. Par ailleurs, la confiance des producteurs et des consommateurs s'est améliorée, ce qui s'est traduit par une évolution favorable de divers indicateurs.

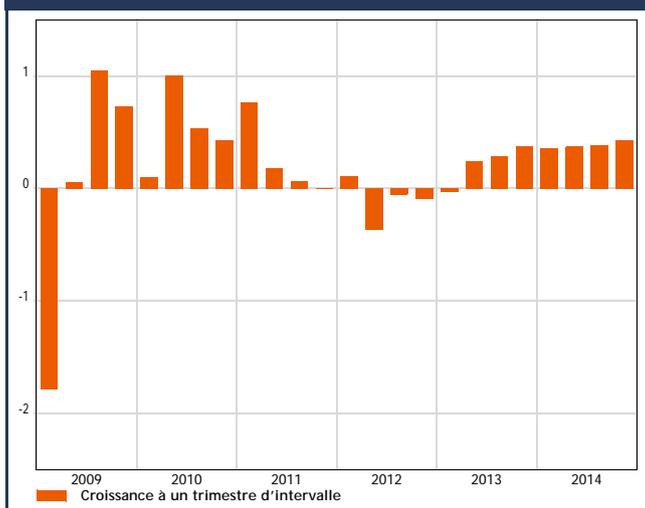
Le scénario d'une timide reprise mondiale retenu dans les présentes prévisions est compatible avec les récentes perspectives des institutions internationales, mais est encore considéré comme fragile. En effet, de nouvelles tensions sur les marchés financiers internationaux seraient susceptibles de raviver la crise de l'euro. Ces tensions pourraient par exemple découler de nouvelles inquiétudes concernant le secteur bancaire européen ou de hausses sensibles des taux si la politique monétaire expansive menée dans les économies avancées venait à être abandonnée. La perspective d'une normalisation de la politique monétaire entraîne déjà actuellement une fuite massive de capitaux des économies émergentes, ce qui accentue l'incertitude quant à leurs prévisions de croissance et donc celles relatives à l'économie mondiale.

... ce qui permet à l'économie belge de poursuivre son redressement

Après quelques trimestres de croissance négative, l'économie belge a amorcé un redressement au cours du deuxième trimestre 2013 (0,2 % sur base trimestrielle) grâce au rebond des exportations. Au cours du

deuxième semestre, la croissance du PIB a atteint 0,3 % par trimestre en moyenne, stimulée par la reprise progressive de la conjoncture européenne. Toutefois, en raison d'une situation de départ défavorable, sa croissance annuelle n'a pas dépassé 0,2 %. En 2014, la croissance des exportations s'intensifierait et la demande intérieure repartirait à la hausse, si bien que la croissance du PIB atteindrait 1,4 %.

Evolution trimestrielle du PIB belge en volume
Données corrigées des variations saisonnières et des effets calendaires



Au cours des deux dernières années, la croissance des exportations belges est restée relativement modeste (1,8 % et 1,9 %) en raison de la croissance économique négative dans la zone euro et du ralentissement de l'économie mondiale. En 2014, la hausse des exportations devrait atteindre 3 % à la faveur de l'accélération de la croissance des débouchés extérieurs. Cette année, les exportations nettes devraient contribuer à la croissance économique à raison de 0,2 point de pourcentage. Conjuguée à la baisse des prix pétroliers (-5,4 %, exprimés en euros), qui implique une croissance des prix à l'importation inférieure à celle des prix à l'exportation, cette évolution entraînerait une réduction du déficit de la balance extérieure courante.

La consommation privée avait baissé de 0,3 % en 2012 en dépit de la croissance du revenu disponible réel. La perte de confiance des consommateurs (suite à la détérioration de la situation du marché du travail) avait en

effet incité les ménages à relever leur taux d'épargne. Le rétablissement de la confiance des consommateurs devrait permettre à la consommation privée de connaître une évolution plus proche de celle du revenu disponible en 2013 et 2014, et le taux d'épargne devrait ainsi pratiquement se stabiliser. Cette année, la croissance du pouvoir d'achat devrait s'accélérer jusqu'à 1,5 % sous l'effet d'une progression de l'emploi et d'une croissance sensiblement plus faible (par rapport à 2013) des recettes totales de l'impôt des personnes physiques. Cette dernière s'explique par une série de mesures fiscales et une relative augmentation des remboursements (lors de l'enrôlement) en 2014. Au final, les dépenses de consommation des ménages devraient augmenter de 1,3 % en 2014. Le regain de confiance chez les consommateurs et la progression du revenu disponible des ménages participent à un timide redressement des investissements en logements. Sur base annuelle, les investissements des ménages devraient progresser de 0,8 % en 2014, après avoir chuté de 3,9 % en 2013.

Les investissements des entreprises ont légèrement progressé en 2013, mais insuffisamment pour compenser le recul enregistré en 2012. Le rétablissement de la confiance des entrepreneurs (grâce notamment à l'amélioration des débouchés) et la hausse du taux d'utilisation des capacités, qui se rapproche à nouveau de sa moyenne historique, vont dans le sens d'un accroissement des investissements d'expansion. En outre, les entreprises bénéficient toujours de conditions de crédit favorables. Ainsi, après avoir fléchi de 0,5 % en 2013, les investissements des entreprises devraient augmenter de 2,5 % cette année.

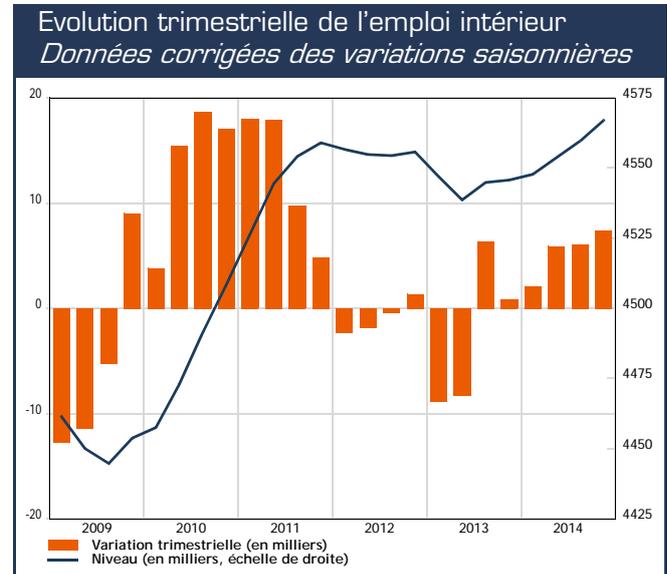
Compte tenu de l'ensemble des mesures décidées, la croissance annuelle en volume de la consommation publique devrait s'établir à 0,8 % en 2014, contre 0,4 % l'an dernier. Le rythme de croissance des investissements publics dépend en grande partie des travaux d'infrastructure entrepris par les pouvoirs locaux. Après l'envolée de 2011-2012, les investissements publics diminueraient de 5,5 % en 2013 et à nouveau de 6,4 % en 2014.

Amélioration de l'emploi, mais légère hausse du taux de chômage

L'emploi intérieur a nettement reculé au premier semestre 2013. Depuis la mi-2013, on constate à nouveau une progression de l'emploi, laquelle devrait se poursuivre cette année à la faveur du redressement de la conjoncture. Sur base annuelle, l'emploi devrait avoir baissé de plus de 11 000 unités en 2013 alors qu'en 2014, 13 000 emplois devraient être créés.

Toutefois, ces créations d'emploi sont insuffisantes pour absorber la totalité de l'augmentation de la popu-

lation active. Le taux de chômage mesuré selon le concept administratif du BFP devrait passer de 12,4 % en 2013 à 12,6 % en 2014, et selon le concept harmonisé d'Eurostat (calculé à partir des enquêtes sur les forces du travail), rester pratiquement stable à 8,4 %.



L'inflation recule à moins de 1 %

L'inflation belge, mesurée sur la base de l'indice national des prix à la consommation, est passée de 2,8 % en 2012 à 1,1 % en 2013 et devrait encore reculer pour atteindre 0,8 % en 2014. Cette diminution s'explique dans une large mesure par le ralentissement de l'inflation sous-jacente et par la baisse des prix de l'énergie. Cette évolution des prix de l'énergie résulte à la fois des cotations du pétrole sur les marchés internationaux et de la concurrence accrue sur le marché du gaz naturel et de l'électricité. En 2014, la baisse des prix de l'énergie sera, en outre, renforcée par la diminution du taux de TVA sur l'électricité de 21 % à 6 % à partir d'avril 2014.

Le recul de la croissance de l'indice santé, qui n'est pas influencé par l'évolution des prix de l'essence et du diesel, est un peu moins marqué, puisque cette croissance est passée de 2,6 % en 2012 à 1,2 % l'an dernier et devrait atteindre 0,9 % en 2014. Par conséquent, l'indice pivot pour les allocations sociales et les salaires dans la fonction publique (101,02) serait dépassé en décembre 2014.

Pour plus d'informations:

Ludovic Dobbelaere, 02/507.74.22 ldo@plan.be

Chiffres clés pour l'économie belge***Pourcentages de variation en volume - sauf indications contraires***

	2011	2012	2013	2014
Dépenses de consommation finale des particuliers	0.2	-0.3	0.6	1.3
Dépenses de consommation finale des pouvoirs publics	0.7	1.4	0.4	0.8
Formation brute de capital fixe	4.1	-2.0	-1.9	1.3
Dépenses nationales totales	2.0	-0.6	-0.4	1.2
Exportations de biens et services	6.4	1.8	1.9	3.0
Importations de biens et services	6.8	1.3	1.2	2.8
Exportations nettes (contribution à la croissance)	-0.2	0.4	0.6	0.2
Produit intérieur brut	1.8	-0.1	0.2	1.4
Indice national des prix à la consommation	3.5	2.8	1.1	0.8
Indice santé	3.1	2.6	1.2	0.9
Revenu disponible réel des particuliers	-0.9	1.2	0.5	1.5
Taux d'épargne des particuliers (en % du revenu disponible)	14.1	15.2	15.1	15.2
Emploi intérieur (variation annuelle moyenne, en milliers)	63.4	9.4	-11.4	13.0
Taux de chômage (taux standardisé Eurostat, moyenne annuelle)	7.2	7.6	8.4	8.4
Solde des opérations courantes (balance des paiements, en % du PIB)	-1.1	-2.0	-2.4	-1.7
Taux de change de l'euro en dollar (nombre de dollars pour 100 euros)	139.2	128.6	132.8	136.9
Taux d'intérêt à court terme (Euribor, 3 mois) (%)	1.4	0.6	0.2	0.3
Taux d'intérêt à long terme (OLO, 10 ans) (%)	4.2	3.0	2.4	2.6